



SOLIDAIRES Finances

CDFP - Local Syndical - 6 Allée de la Mixité - 77567 LIEUSAINTE Cedex
tél : 06 58 63 21 24

DECLARATION LIMINAIRE

MELUN, le 29 septembre 2015

M. le Président,

Aujourd'hui se réunit un CHSCT avec un ordre du jour particulièrement chargé. Bien que vous ayez étalé cette instance sur 1,5 jour, permettez-nous de douter de ce temps pour évoquer l'ensemble des sujets prévus. Toujours est-il que les membres de ce CHSCT méritent des conditions de travail décentes à l'instar des agents dans les services que nous représentons. Nous n'avons pas l'intention, s'agissant de Solidaires Finances, de finir cette séance trop tardivement ce soir tout en bénéficiant du temps nécessaire pour déjeuner.

Ceci étant dit, nous sommes aujourd'hui à la veille d'annonces inquiétantes pour les agents du Ministère des Finances. Demain, sera présentée en effet, la loi de Finances pour 2016 et les premiers échos évoquent une baisse drastique de nos moyens, tant s'agissant des budgets de fonctionnement de nos administrations que des moyens en personnel. Solidaires Finances vous a fait largement part des difficultés rencontrées dans les services dont la cause essentielle provient du manque en particulier de personnels. Il ne peut que constater que nos différentes interventions et messages d'alerte n'aient pas été entendus. **L'administration n'écoute et ne comprend donc qu'avec le rapport de force apporté par les personnels. Vous nous y incitez, donc nous nous y engageons. Nos conditions de travail et l'avenir du service public en dépendent.**

Sur cette loi de Finances par ailleurs, nous ne pouvons que nous inquiéter des futurs budgets qui seront consacrés aux CHSCT comme également à l'Action Sociale. L'actualité étant aux bouleversements des organisations, Solidaires Finances tient à réaffirmer la nécessité de préserver les instances départementales ministérielles comme le CHSCT et le CDAS. **Nous y veillerons particulièrement comme nous veillerons également que tous les moyens soient apportés à leur bon fonctionnement.**

Ce CHSCT se réunit également au lendemain d'un comité technique local de la DDFIP. A son ordre du jour étaient prévues de nombreuses réorganisations qui ne sont pas sans incidence dans le quotidien des agents. Ce CTL, de pure forme, aura été consulté et nul doute sur son issu. Pour sa part, Solidaires Finances Publiques, membre de Solidaires Finances, n'a pas participé à cette instance car quoi qu'il dise, il n'aurait été ni écouté, ni entendu. D'ailleurs, pour une réflexion éclairée du CTL, l'avis du CHSCT aurait dû être apporté mais l'administration n'en a que faire. **Se pose donc la question de la place et du rôle du CHSCT : doit-il avoir un rôle préventif ou est-il l'instance qui doit accompagner « socialement » les contre réformes que les administrations décident ?**

Solidaires Finances ne souhaite pas curer les conséquences des décisions dogmatiques des administrations du Ministère des Finances. Le CHSCT doit apporter un avis éclairé sur l'ensemble des domaines qui touchent les conditions de vie au travail des agents pour aider à la prise de décisions de chaque administration du Ministère. Pourquoi donc sinon, élaborer un Plan Annuel de Prévention si par ailleurs les sujets bouleversant le quotidien des agents sont évoqués en CHSCT après les décisions prises ? **Pour Solidaires Finances, le Ministère et ses administrations instrumentalisent le CHSCT pour se donner bonne conscience mais n'ont surtout pas l'intention d'améliorer le dialogue social.**

Pour preuve, dans ce département, vous n'avez pas eu besoin des représentants des personnels pour tenir un groupe de travail préparatoire le 8 septembre dernier. Vous n'avez que faire de la présence des représentants des personnels...

Absence de dialogue social, absence également de dialogue professionnel. A l'issu des réunions DUERP/RPS (risque Psycho Sociaux) effectuées à la DDFIP, a été élaboré un guide de prévention RPS. Au-delà du fait que Solidaires Finances attend toujours sa publicité sur le site professionnel, un des sujets de fond évoqué sur ce guide était la communication : des cadres peu informés ou informés tardivement et communication avec les agents très insuffisantes. **Tout le monde recherche un peu de visibilité sur leur devenir.**

Le quotidien est encore pire : absence de considération ou/et absence de respect deviennent désormais la norme. L'exemple de la suppression du site de VAULX LE PENIL à la Douane où toutes les pistes n'ont pas été explorées dans l'intérêt des agents ou les nombreux exemples à la DDFIP, dont certains portés à la connaissance de l'administration mais sans suite favorable à un changement de comportement, font désormais légion. Les agents se sentent méprisés de partout, par les médias, par les hommes politiques, par leur hiérarchie et parfois même par leurs collègues. Les risques psychosociaux augmentent dangereusement et ne constituent que la conséquence d'une dégradation insupportable des conditions de travail.

Solidaires Finances alerte l'ensemble du CHSCT, les administrations et le gouvernement sur leur comportement vis a vis de leurs « salariés » et attend un véritable soutien autrement plus important que les outils mis en place à l'instar du DUERP ou du Tableau de Bord de Veille Social.

Solidaires Finances ne se résoudra pas au fatalisme. Il continuera à combattre l'absence de dialogue social, l'absence de dialogue professionnel, l'absence de moyens, l'absence de considération. Il en va de la santé des agents comme dans l'intérêt du service public.